

## Ouverture du colloque État des lieux des réseaux d'initiative publique

⊙ **Thierry JOUAN**, Chargé de mission

### Thierry JOUAN, Chargé de mission - AVICCA

#### État des lieux des réseaux d'initiative publique

Nous commençons cette séquence par un bilan d'étape des réseaux d'initiative publique, sur des actions enclenchées pour certaines d'entre elles depuis plus de 10 ans, sur des échelles géographiques variées et sur des orientations différentes : dégroupage, développement économique ou, plus récemment, FTTH.

#### CROISSANCE À DEUX CHIFFRES DES RIP

Chiffres sur base du bilan commercial consolidé à la mi-2014	Total	Progression annuelle
CA consolidé (2013)	<b>334 M€</b>	<b>13%</b>
NRA collectés (offre souscrite par au moins un opérateur)	<b>2 778</b>	<b>3%</b>
Entreprises connectées en fibre optique	<b>10 475</b>	<b>22%</b>
Services publics connectés en fibre optique	<b>6 020</b>	<b>24%</b>
Usagers finaux grand public en lignes activées dsl	<b>938 595</b>	<b>3%</b>
Usagers finaux en WiFi / WiMAX	<b>58 585</b>	<b>0%</b>
NRA ZO en service (avec au moins un opérateur présent)	<b>1 181</b>	<b>3%</b>
NRA MeD en service (avec au moins un opérateur présent)	<b>205</b>	<b>562%</b>
Clients finaux en FTTH	<b>88 112</b>	<b>107%</b>
Points hauts connectés en fibre optique	<b>900</b>	<b>n.s.</b>

*Opérateurs ayant répondu à l'enquête (2014) de l'AVICCA : Alsatis, Altitude Infrastructure, Axione, Covage, Orange, Nomotech, SEQUALUM, SFR Collectivités et régies (Agglo Rouennaise, Gigalis, REG.I.E.S., SteA, Quantiop, Nîmes Métropole...)*



#### Croissance à deux chiffres des RIP

Voici les chiffres du bilan commercial consolidé à mi-2014. On observe cette année encore de fortes progressions, avec des croissances à deux chiffres qui traduisent une belle vitalité. L'activité est essentiellement tirée par la BLOD : +22% de progression annuelle pour les entreprises et +24% pour les établissements publics.

En termes de chiffre d'affaires, on est à +13% ce qui est plutôt pas mal compte tenu du contexte actuel. La majorité du chiffre d'affaires est aujourd'hui principalement liée au DSL et au marché « pro », le FTTH ne représentant encore qu'une faible partie du chiffre d'affaires global.

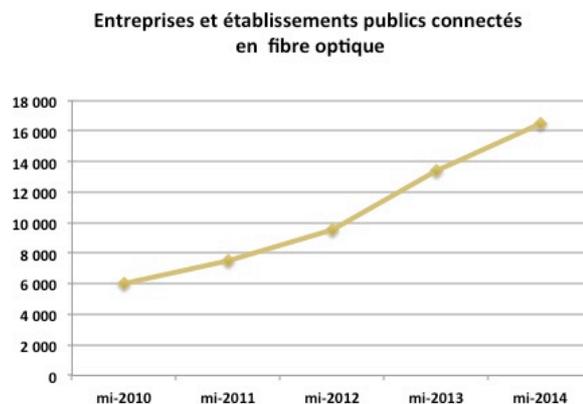
La ligne liée au satellite n'apparaît plus sur le tableau, cela ne traduit pas une volonté d'éviction de notre part de cette solution technologique, mais il est de plus en plus difficile de faire la distinction entre RIP et non-RIP, il s'agit aujourd'hui plutôt d'aides à l'équipement individuel sur des réseaux privés et sans possibilité de consolider les données.

Nous observons en revanche une asymptote sur le DSL et sur les solutions hertziennes de type WiFi et WiMAX. Notons que les chiffres du WiFi ne prennent pas en compte ici les marchés de services clos (Aisne...). Par ailleurs, les évolutions sur ces réseaux sont relativement contrastées avec des fermetures (par mise en œuvre de montée en débit sur cuivre, ou par démultiplexage), tandis que d'autres sont plutôt en croissance.

La montée en débit sur cuivre suit quant à elle d'une augmentation sensible. La dynamique est enclenchée avec, au troisième trimestre, 310 sites en service et 990 sites en production.

Cela fait maintenant quelques années que nous nous livrons à cet exercice d'agrégation d'un certain nombre de données obtenues auprès des principaux opérateurs de gros. C'est particulièrement important et unique, puisque cela permet de quantifier l'action publique en termes d'aménagement numérique du territoire et d'en analyser l'évolution sur bientôt 4 ans. Je remercie les contributeurs qui jouent le jeu (cf. liste sur la diapo), mais tous ne l'ont pas encore fait ; nous n'avons pas de chiffres de la part de TUTOR par exemple, par conséquent la base continuera un peu à s'élargir au fil du temps.

**PLUS DE 16 000 ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CONNECTÉS EN FIBRE OPTIQUE**



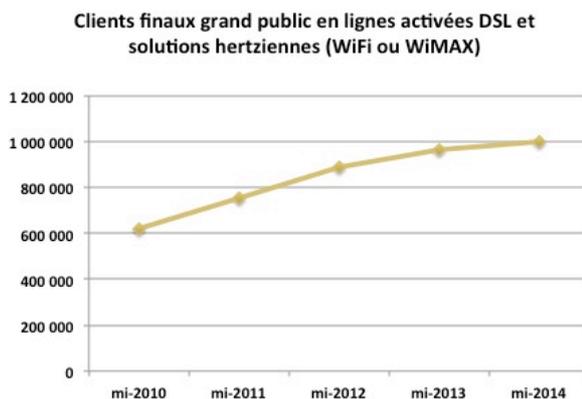
*Opérateurs ayant répondu à l'enquête (2014) de l'AVICCA : Alsatis, Altitude Infrastructure, Axione, Covage, Orange, Nomotech, SEQUALUM, SFR Collectivités et régions (Agglo Rouennaise, Gigalis, REG.I.E.S., SleA, Quentio, Nîmes Métropole...)*



**Plus de 16 000 entreprises et établissements publics connectés en fibre optique**

Ces graphiques mettent en exergue l'évolution de certains indicateurs sur la période, avec tout d'abord un focus sur le marché entreprises et les établissements publics en fibre optique, que l'on appelle FTTO ou BLOD. Nous sommes bien là sur un marché en pleine croissance, avec une multiplication par un coefficient de 2,5 sur 4 ans, dont l'effet a été de nouveau confirmé par l'étude qu'a fait réaliser la Caisse des Dépôts courant 2013, tant sur la consolidation et le dynamisme du tissu économique local que sur l'emploi, étude qui a été présentée ici même il y a un an.

**1 MILLION DE CLIENTS FINAUX GP EN LIGNES ACTIVÉES DSL ET SOLUTIONS HERTZIENNES (WiFi ou WiMAX)**



*Opérateurs ayant répondu à l'enquête (2014) de l'AVICCA : Alsatis, Altitude Infrastructure, Axione, Covage, Orange, Nomotech, SEQUALUM, SFR Collectivités et régions (Agglo Rouennaise, Gigalis, REG.I.E.S., SleA, Quentip, Nîmes Métropole...)*

**1 million de clients finaux GP en lignes activées DSL et solutions hertziennes (WiFi ou WiMAX)**

Les RIP représentent près d'un million d'utilisateurs finaux, DSL et solutions hertziennes de type WiFi ou WiMAX. Il s'agit donc d'un marché qui arrive à maturité et qui représente une part prépondérante dans le chiffre d'affaires global de certains réseaux d'initiative publique.

**PRÈS DE 90 000 CLIENTS FINAUX EN FTTH**



*Opérateurs ayant répondu à l'enquête (2014) de l'AVICCA : Alsatis, Altitude Infrastructure, Axione, Covage, Orange, Nomotech, SEQUALUM, SFR Collectivités et régions (Agglo Rouennaise, Gigalis, REG.I.E.S., SleA, Quentip, Nîmes Métropole...)*

**Près de 90 000 clients finaux en FTTH**

Le FTTH est plutôt en phase de démarrage, avec un net décollage (chiffres à mi-2014) et, d'ici la fin d'année, cela va encore évoluer puisqu'il y aura des ouvertures de réseaux.

Le périmètre n'est pas constant, il suit bien entendu l'avancement des projets ; cette année, nous avons notamment sur le FTTH, pour la première fois, les prises du réseau des Hauts-de-Seine qui viennent s'ajouter, ce qui correspond à ce point d'inflexion de la courbe. Il est fort probable que nous atteignons 100 000 abonnés avant la fin de l'année.

#### LES RIP FTTH ANTÉRIEURS AU FSN

- ⊙ Échelle intercommunale :
  - ⊙ CA de Laval, CA du Plateau de Saclay, CU du Grand Nancy, CA d'Europ'Essonne, CA du Val d'Europe, Pays de Bitche, CU de Dunkerque, Gravelines...
- ⊙ Échelle départementale :
  - ⊙ Débitex, Hauts-de-Seine, SleA...



#### Les RIP FTTH antérieurs au FSN

Puisque qu'on parle de FTTH, on pense naturellement au Plan France THD, mais il ne faudrait pas oublier pour autant les RIP existants d'orientation FTTH.

J'en cite une partie, mais la liste n'est pas exhaustive.

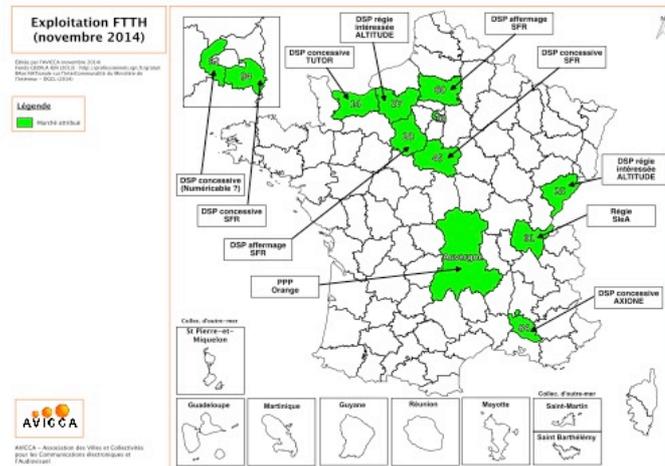
Une partie de ces RIP concerne l'échelle intercommunale :

- ⊙ le Plateau de Saclay, DSP concessive attribuée à Orange qui comptabilisait au mois de septembre 9 500 prises raccordables pour 2 900 abonnés, soit 30% de taux de pénétration pour un réseau ouvert commercialement depuis novembre 2013, et pour les derniers chiffres de novembre 2014, ce taux est passé à 35% ;
- ⊙ le Pays de Bitche, avec près de 10 000 abonnés pour 18 000 prises raccordables.

D'autres initiatives ont été menées à l'échelle départementale :

- ⊙ comme Débitex, avec 4 700 prises commercialisables en septembre, qui attend son 1 000<sup>ème</sup> abonné avant la fin de l'année ;
- ⊙ et le SleA, avec près de 15 000 abonnés.

UNE DIVERSITÉ DE MONTAGES ET D'ACTEURS POUR L'EXPLOITATION DES RIP FTTH



Une diversité de montages et d'acteurs pour l'exploitation des RIP FTTH

Nous poursuivons sur le sujet du FTTH avec une présentation des marchés attribués via le prisme de l'exploitation, c'est-à-dire sans parler des marchés passés en amont pour la construction. 11 marchés ont d'ores et déjà été attribués suite à l'instruction FSN, essentiellement à l'échelle départementale, ce qu'on appelle parfois les RIP de deuxième génération.

Parmi ces marchés, on observe quelques variantes en termes de montages.

Des DSP concessives, pour des procédures lancées il y a plusieurs années, c'est le cas du :

- Calvados, avec Tutor ;
- du Vaucluse, avec Axione ;
- du Loiret et du Val-de-Marne, avec SFR Collectivités.
- 

Il y a aussi le THD 92, mais il est un peu délicat d'annoncer le nom du partenaire privé puisque la résiliation de la DSP a été prononcée par le Conseil général des Hauts-de-Seine mi-octobre, avec effet à mi-2015.

Un seul projet a été porté sous forme de PPP, il s'agit de l'Auvergne, attribué à Orange il y a maintenant un peu plus d'un an.

Deux marchés ont été attribués sur des montages faisant la distinction entre la construction et l'exploitation/commercialisation du réseau réalisée par l'intermédiaire d'un affermage, c'est le cas des réseaux de l'Oise et de l'Eure-et-Loir qui ont chacun choisi SFR Collectivités comme fermier. Pour l'anecdote, il se trouve que le constructeur est également le même (Axione Infrastructure).

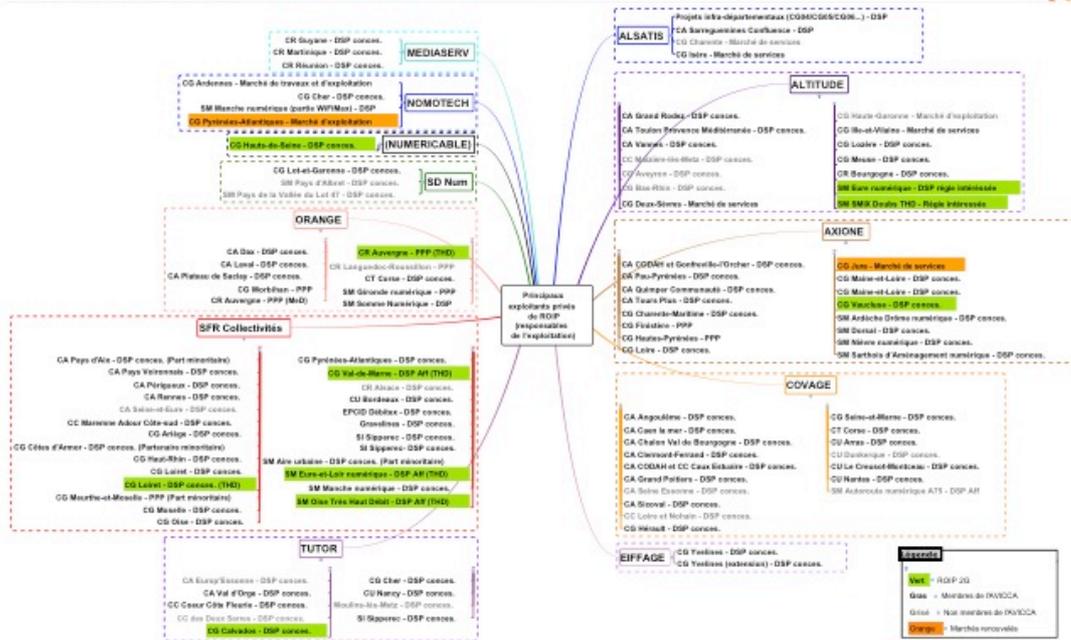


- le Cher ;
- la Loire ;
- la Haute-Savoie ;
- le Syndicat mixte PACA, avec une action actuellement ciblée sur les départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes, qui pourrait s'étendre ;
- et le Syndicat mixte Mégalis, cette fois à une échelle régionale.

Il existe une variante de type affermo-concessive, c'est le cas des procédures lancées sur les départements de l'Aisne et de la Seine-et-Marne, qui consiste en une concession sur une partie des plaques, et un affermage sur le reste des prises, avec le même partenaire privé. Un des avantages annoncés serait une meilleure répartition des risques avec ledit partenaire.

Des attributions devraient vraisemblablement intervenir d'ici la fin d'année, puisque certaines collectivités ont à cœur de boucler leurs procédures avant les prochaines échéances électorales. Et il ne faut pas oublier non plus les marchés qui ont été lancés sur la montée en débit, très nombreux, du fait qu'il s'agit surtout de traiter ces urgences ponctuelles.

**PRINCIPAUX EXPLOITANTS DE RIP (AU SENS DE LA COMMERCIALISATION)**



**Principaux exploitants de RIP (au sens de la commercialisation)**

Regardons l'actualité du côté des partenaires des collectivités, à savoir les opérateurs d'opérateurs. Trois principaux enseignements peuvent être tirés sur l'année écoulée.

En plus de ce que j'ai évoqué sur le FTTH, il y a eu quelques modifications comme le Jura (Altitude avait une DSP concessive avec Eiffage et, suite à sa résiliation, la collectivité a relancé un marché d'exploitation qui a été attribué à Axione) ou encore les Pyrénées-Atlantiques, où l'exploitation est passée chez Nomotech pour la partie hertzienne concernant les zones blanches.

En ce qui concerne l'articulation entre RIP de première génération et RIP de deuxième génération, on peut juste noter qu'aujourd'hui il y a une certaine continuité en termes d'exploitation, avec le même opérateur : c'est le cas du Loiret, de l'Oise, de l'Auvergne et de l'Eure.

De nouveaux marchés continuent d'être attribués à l'échelle intercommunale, sur le modèle de Nîmes qui avait fait l'objet d'une présentation ici même il y a quelques années et qui a depuis fait des émules. Quelques contrats de services ont ainsi été attribués à Covage sur les agglomérations d'Alès, de Châtelleraut et de Calais pour proposer des offres activées sur des réseaux passifs exploités en régie par la collectivité, principalement à destination des entreprises.

#### CONCLUSION

- ⊙ Impact global sur l'économie d'un territoire

>>> Étude réalisée à la demande de la CDC :

[http://valoffre.caissedesdepots.fr/IMG/pdf/DNT-RIP-3volets-A4ferme\\_-janv2014.pdf](http://valoffre.caissedesdepots.fr/IMG/pdf/DNT-RIP-3volets-A4ferme_-janv2014.pdf)

- ⊙ Baisse des tarifs des réseaux privés



#### Conclusion

Après ce bilan intrinsèque des réseaux d'initiative publique, il ne faudrait pas oublier les autres impacts de ces initiatives.

En particulier, leur impact sur l'emploi et l'économie, comme l'a confirmé l'étude de la Caisse de Dépôts réalisée courant 2013 sur ce sujet, avec notamment deux chiffres :

- ⊙ 0,5 point de chômage en moins pour les départements dotés d'un RIP ;
- ⊙ 100 M€ de pouvoir d'achat rendu aux ménages et entreprises par des offres plus concurrentielles.

La synthèse de cette étude est téléchargeable sur le site de la Caisse (cf. diapo).

Un autre impact concerne la baisse des tarifs sur les autres infrastructures privées, entérinée aujourd'hui par l'ARCEP dans les décisions prises suite aux dernières analyses de marché qui sont sorties cet été. Les tarifs de gros doivent rester élevés sur les offres activées sur le cuivre et sur la BLOD tant qu'il n'y a pas d'infrastructure concurrente. Donc les tarifs de détail, pour les entreprises et services publics de ces territoires, resteront plus chers que là où une concurrence par les infrastructures existe.

Cela signifie que, pour les collectivités qui n'agissent pas, les tarifs resteront élevés et pour celles qui agissent, les tarifs d'Orange vont baisser, avec un effet induit sur l'équilibre économique de ces réseaux - plus difficile à maîtriser - ce qui justifie d'avoir recours à un opérateur de RIP qui connaît bien les marchés professionnels pour cette prise de risque.